

## ► **Demande d'exemption : Interconnexion AQUIND**

PRIVÉ ET CONFIDENTIEL

© AQUIND LIMITED, 2020

## **Copyright**

Copyright © AQUIND Limited 2020. Tous droits réservés. Ce document, et toutes les pièces l'accompagnant, est soumis au contrat et contient des informations confidentielles et exclusives.

Aucune partie de ce document, y compris les pièces justificatives, ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite préalable d'AQUIND Limited.

## 6 Réponse aux critères d'exemption pertinents

---

### 6.1 Introduction

Cette section de la Demande d'exemption explique la façon dont l'Interconnexion AQUIND satisfait aux critères d'exemption établis à l'Article 63 du Règlement.

Les promoteurs de l'Interconnexion AQUIND ont identifié le besoin de capacité supplémentaire entre la Grande-Bretagne et la France, et les bénéfices positifs significatifs du projet pour la France et pour l'UE au sens large.

L'analyse d'AQUIND démontre que le Projet augmentera la concurrence en Grande-Bretagne, en France et en Europe, sans pour autant nuire au fonctionnement du marché intérieur. Conformément à cette Demande d'exemption, ces bénéfices seront disponibles en France sans qu'un tarif réseau ne soit nécessaire en France.

Conformément à ce qui est indiqué à la Section 6 de cette Demande d'exemption, cet investissement aura lieu uniquement sous réserve de l'octroi de l'exemption. AQUIND demande une exemption proportionnelle et liée à l'Utilisation des recettes, eu égard aux recettes générées par le Projet, ce qui correspond à la Portion faisant l'objet de l'exemption. En outre, AQUIND a proposé d'intégrer une condition dans la Demande d'exemption afin de garantir que les utilisateurs du réseau français en bénéficient dans les scénarios où les recettes d'AQUIND dépassent un certain seuil.

Table 6-1 résume la façon dont AQUIND satisfait aux exigences de l'Article 63 du Règlement.

**Table 6-1 Respect des critères d'exemption de l'Article 63**

| Critère   | Résumé   |
|---|--|
| <b>Concurrence (critère a)</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Aucun risque d'incidence négative d'AQUIND sur la concurrence, dans la mesure où aucune exemption aux règles existantes concernant l'allocation des capacités n'est demandée.</li> <li>▶ Augmentation des volumes échangés (liquidité) sur les marchés de gros britannique et français de l'énergie.</li> <li>▶ Intensification de la concurrence dans la fourniture de capacité, via les marchés de capacité britannique et français, réduisant ainsi le coût d'atteinte d'un niveau de sécurité d'approvisionnement souhaité dans les deux pays.</li> <li>▶ Augmentation du nombre de fournisseurs de capacité transfrontalière entre la Grande-Bretagne et la France.</li> </ul>   |
| <b>Risque (critère b)</b>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ AQUIND a testé de manière intensive la viabilité des voies d'investissement potentielles avec la CRE, l'ACER et l'Ofgem et est parvenue à la conclusion qu'en l'absence d'exemption, l'investissement n'aura pas lieu.</li> <li>▶ En raison des dispositions de la législation française, AQUIND n'est pas autorisée à exploiter l'Interconnexion AQUIND en France sans exemption.</li> <li>▶ Pour la Portion du Projet faisant l'objet de l'exemption, AQUIND fait face au risque de recettes issues des projets concurrents, aux risques macroéconomiques et politiques (notamment le Brexit) et au risque de limitation.</li> <li>▶ Pour la Portion du Projet faisant l'objet de l'exemption, AQUIND fait également face à un risque important en ce qui concerne le génie civil, en raison de la taille et de la complexité technique du projet.</li> </ul> |
| <b>Propriété (critère c)</b>                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ AQUIND est soutenue par des personnes morales qui ne présentent aucune affiliation avec les exploitants du système, dont les systèmes seront connectés à l'interconnexion.</li> </ul>   |
| <b>Coûts (critère d)</b>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Des frais seront prélevés sur les utilisateurs de l'interconnexion pour la pleine capacité d'interconnexion.</li> </ul>   |
| <b>Récupération des coûts (critère e)</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Aucune part du capital ou des coûts d'exploitation lié(s) à la Portion faisant l'objet de l'exemption n'a été (ou ne sera) récupérée de tout composant des frais réalisés pour l'utilisation des réseaux de transport ou de distribution reliés par l'interconnexion.</li> </ul>  |
| <b>Fonctionnement du marché interne (critère f)</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Augmentation positive solide du surplus net total, au niveau social, du fait d'AQUIND.</li> <li>▶ Amélioration de la répartition de la production à travers le Royaume-Uni, la France et l'Europe, optimisant la répartition des énergies renouvelables et les réductions des émissions de CO<sub>2</sub></li> <li>▶ Il est prévu qu'AQUIND réduise la fourchette de prix entre la Grande-Bretagne et la France, un objectif de l'intégration du marché européen</li> <li>▶ AQUIND n'a pas d'impact négatif significatif sur le réseau de transport européen</li> <li>▶ On ne s'attend pas à ce qu'AQUIND requière un investissement supplémentaire dans le réseau en France<sup>1</sup></li> </ul>   |

## 6.2 Démonstrations du critère (a) - Concurrence

### L'investissement doit renforcer la concurrence dans l'approvisionnement en électricité

AQUIND veillera à l'existence d'une pression concurrentielle par le biais de la vente de capacités via des marchés réglementés, parfaitement alignés sur les autres interconnexions à la frontière entre la Grande-Bretagne et la France.<sup>2</sup> AQUIND augmentera par conséquent la capacité à la frontière de manière significative.

#### 6.2.1 Concurrence dans la capacité transfrontalière

AQUIND propose d'allouer toutes les capacités sur la base des règlements et règles d'allocation en vigueur (à savoir sans exemption). En conséquence, l'augmentation de la capacité transfrontalière entre la France et la Grande-Bretagne ne peut pas avoir et n'aura pas d'impact négatif sur la concurrence.<sup>3</sup>

À l'inverse, AQUIND est un investisseur non-GRT et diversifiera par conséquent la propriété des interconnexions transfrontalières entre la Grande-Bretagne et la France, offrant aux acteurs du marché un choix supplémentaire sur plusieurs marchés :

- ▶ L'Interconnexion AQUIND élargira l'éventail de fournisseurs potentiels de capacités transfrontalières pour les participants échangeant des capacités sur l'interconnexion. Bien que cela ne doive pas modifier fondamentalement la nature de la concurrence sur le marché transfrontalier des capacités (en vertu des règles existantes d'allocation des capacités), nous considérons qu'il est avantageux d'inclure un autre fournisseur potentiel de capacités, dans la mesure où la majeure partie de la capacité est détenue par des entités, les gestionnaires de réseau de transport nationaux apparentés de la France et de la Grande-Bretagne.
- ▶ L'Interconnexion AQUIND élargira la taille du marché de gros de l'énergie en France et en Grande-Bretagne et augmentera sa liquidité.
- ▶ L'Interconnexion AQUIND élargira également, en participant au marché de capacité britannique, le réservoir de participants à l'enchère des capacités en Grande-Bretagne, augmentant ainsi les pressions concurrentielles sur ce marché (et/ou augmentant la sécurité d'approvisionnement sur les marchés connectés).

Plus spécifiquement, AQUIND va tripler la capacité offerte par les interconnexions non affiliées aux GRT nationaux (de 1 GW à 3 GW).<sup>4</sup> Cela permettra de maximiser la concurrence pour la capacité d'AQUIND.

AQUIND ne demande aucune exemption en ce qui concerne les règles existantes de vente de capacités, par conséquent toutes les capacités seront vendues par le biais de produits concurrentiels et réglementés, d'une manière compatible avec les autres interconnexions à la frontière entre la Grande-

---

<sup>1</sup> Une étude complète de l'impact d'AQUIND sur le réseau de transport français est fourni dans *Pièce 10 – « Rapport Consentec sur l'impact d'AQUIND sur le réseau de transport français »*. Cette étude a été réalisée par des consultants indépendants, Consentec GmbH.

<sup>2</sup> À l'exception d'ElecLink qui prévoit la vente de contrats à long terme, jusqu'à 80 % de sa capacité.

<sup>3</sup> Nous reconnaissons que dans une situation où le propriétaire de l'interconnexion demande une forme d'exemption qui inclut les ventes de capacité à long terme, cette observation devra faire l'objet d'une justification plus poussée. Cependant, AQUIND ne demande aucune exemption à cet égard.

<sup>4</sup> Il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul autre investisseur non-GRT (ElecLink) qui construit une interconnexion entre la Grande-Bretagne et l'Europe continentale, et cette interconnexion transfrontalière est par ailleurs toujours dominée par les GRT nationaux.

Bretagne et la France, et conformément à la législation en vigueur en matière d'allocation des capacités.<sup>5</sup> Dans la mesure où la capacité sera vendue par le biais de produits et de délais réglementés, aucun acteur du marché ne pourra bénéficier de l'Interconnexion AQUIND de manière anticoncurrentielle. Plus précisément, la concurrence sera maximisée grâce à une allocation concurrentielle des capacités, par le biais d'enchères de capacités et d'inclusion de conditions « utilisées ou perdues » relatives à toutes les capacités (dans les deux cas, conformément aux exigences énoncées dans les codes de réseau CACM et FCA). Notre analyse de la concurrence de haut niveau existante soutient ces conclusions, ce qui indique qu'AQUIND n'aura probablement pas d'impact négatif sur la concentration du marché.

### 6.2.2 Concurrence en matière de prix

AQUIND offrira aux acteurs du marché un marché négociable plus important des deux côtés de la connexion. En termes économiques simples, davantage d'acheteurs et de vendeurs seront en concurrence sur les marchés de gros britanniques et français. On s'attend à ce que cette augmentation de la concurrence mette une pression à la baisse sur les prix de l'électricité de gros comme les participants du marché seront en concurrence pour une part de marché. La capacité d'AQUIND de répondre de manière flexible à des signaux de prix à court terme, aura pour résultat une pression compétitive accrue dans l'Europe Nord Occidentale au bénéfice des consommateurs d'électricité.

### 6.2.3 Mesures de part de marché et pivotalité

La capacité d'échanges par le biais de marchés organisés et réglementés offre des assurances et des garanties contre les acteurs dominants (ou plus importants) qui augmentent de manière abusive leur domination sur le marché en Grande-Bretagne ou en France. AQUIND ne sera pas en mesure d'allouer des capacités à des parties spécifiques qui utilisent l'interconnexion, et aucune partie spécifique ne pourra stocker ou retenir les capacités d'AQUIND à des fins de compétitivité.

Afin d'étayer cette conclusion, nous avons inclus une analyse de la concurrence de haut niveau dans la Demande d'exemption d'AQUIND (présentée à la *Pièce 2*). Cette analyse indique qu'AQUIND pourrait légèrement limiter la concentration sur le marché français de la production, réduisant ainsi la part de marché d'EDF, et pourrait légèrement limiter les cas où EDF est un fournisseur pivot en France.<sup>6</sup>

### 6.2.4 Capacité de transport

L'Interconnexion AQUIND sera un projet à 2 000 MW, l'interconnexion la plus importante entre la Grande-Bretagne et la France depuis l'IFA. Nous estimons qu'il existe plusieurs avantages à sélectionner cette capacité, résumés ci-après. La section 4 fournit par ailleurs un résumé des restrictions techniques relatives à la taille de l'Interconnexion AQUIND.

- ▶ Les bénéfices du projet peuvent être obtenus plus efficacement lorsqu'ils sont générés via un projet unique, plutôt que par un certain nombre de développeurs indépendants.

---

<sup>5</sup> Plus précisément, les codes relatifs au réseau d'allocation des capacités et de gestion des congestions (CACM) et d'allocation des capacités à long terme (FCA).

<sup>6</sup> Analyse de pivotalité si elle est basée sur l'Indice de fournisseur résiduel (RSI). Le RSI prend en considération la proportion des heures au cours de l'année dans laquelle le participant du marché dominant doit répondre à la demande. L'analyse montre que l'introduction de l'Interconnexion AQUIND n'augmentera pas les possibilités pour EDF d'influencer les prix du marché en Grande-Bretagne ou en France. L'introduction de l'Interconnexion AQUIND limite de façon marginale le nombre d'heures des années modélisées, dans les cas où EDF est le fournisseur pivot.

- ▶ La capacité des câbles pour les interconnexions CCHT est relativement standardisée, avec des capacités de câbles types disponibles de 700 MW et 1 000 MW. Cela implique que le dimensionnement potentiel du câble est « discret » et s'effectue par étapes prédéterminées. Par exemple, une interconnexion de 843 MW nécessiterait un développement sur mesure unique en son genre, dont le coût serait prohibitif.
- ▶ Une interconnexion de 2 000 MW, composée de deux monopôles distincts, offre un haut degré de sécurité d'approvisionnement, chaque monopôle pouvant continuer à fonctionner en cas de défaillance de l'autre.
- ▶ À l'inverse, une interconnexion de plus de 2 000 MW avec deux circuits repousserait les limites technologiques actuelles, augmentant considérablement les risques de génie civil et d'exploitation, tout en dépassant les limitations des opérateurs de réseau de transport (TSO) en ce qui concerne la perte d'alimentation ponctuelle. Par ailleurs, le génie civil d'un troisième circuit compliquerait le processus de construction et les interfaces à un niveau qui rendrait le Projet impraticable.
- ▶ La capacité choisie maximise l'utilisation des points de connexion existants en France et en Grande-Bretagne : il s'agissait de la capacité la plus importante qui aurait pu être raccordée, d'un point de vue pratique, aux réseaux de transport nationaux, à n'importe quel endroit de connexion spécifique évoqué avec les gestionnaires de réseau de transport nationaux.

Sur la base de ce qui précède, nous finalisons la capacité du Projet qui a été sélectionnée afin de maximiser les avantages du Projet pour l'Europe.

## 6.3 Démonstrations du critère (b) - Risque

**Le niveau du risque lié à l'investissement est tel que l'investissement n'aurait pas lieu sans l'octroi d'une exemption**

En testant la viabilité des voies d'investissement potentielles avec la CRE, l'ACER et l'Ofgem, AQUIND a démontré qu'il n'existe pas d'autre dispositif réglementaire disponible en France et que le développement de l'Interconnexion AQUIND ne se fera pas sans une exemption.

De plus, l'Interconnexion AQUIND prévoit de financer le Projet, notamment pour la Portion faisant l'objet de l'exemption, en utilisant le financement du projet, ce qui signifie que les éventuels bailleurs et fournisseurs de capitaux propres prendront en compte les recettes prévues du Projet afin de décider si (et selon quelles conditions) ils offrent un financement. À ce titre, les bailleurs de fonds potentiels évalueront si les recettes futures du Projet sont proportionnelles au taux de rendement qu'ils espèrent obtenir.<sup>7</sup>

L'analyse réalisée par AQUIND à des fins de financement du projet confirme cette relation risque/rendement pour les actifs d'infrastructures en Grande-Bretagne et en France. Ces primes relatives au rendement des actions reflètent l'exposition des actions pour les projets plus risqués, en particulier en ce qui concerne le génie civil offshore et le risque d'exploitation inhérent aux grands projets d'infrastructure tels que l'Interconnexion AQUIND (ainsi que les infrastructures éoliennes et de gaz naturel liquéfié offshore, par exemple).

---

<sup>7</sup> Nous estimons qu'en qualité d'investissement de financement de projet, l'Interconnexion AQUIND peut nécessiter une part plus élevée de financement par capitaux propres qu'un projet financé par un bilan équivalent. Cependant, dans cette évaluation, nous faisons abstraction de cette considération et nous concentrons sur le risque total associé à l'Interconnexion AQUIND en tant que projet, indépendamment des modalités de financement.



Le niveau de « bénéfice raisonnable » est un concept bien connu. Sur un marché concurrentiel, « une entreprise devrait réaliser des « bénéfices normaux » sur toute activité spécifique. Ceux-ci se réfèrent au niveau de bénéfices nécessaires à une entreprise pour offrir un rendement suffisant aux bailleurs et aux actionnaires qui lui fournissent un financement. Ce taux de rendement est appelé « coût du capital » de l'entreprise ». <sup>8</sup> Concrètement, cela signifie que les bailleurs de fonds compareront le rendement qu'ils obtiennent de leurs activités à la « prochaine meilleure » option et, si leur rendement réel est inférieur à ce qu'ils espèrent obtenir dans d'autres activités, ils déploieront à nouveau leur capital en conséquence.

- ▶ Cette position est conforme à la théorie financière qui énonce, en termes généraux, que le rendement raisonnable requis par les bailleurs de fonds (actionnaires et prêteurs) est fonction du niveau d'investissement (c'est-à-dire des capitaux employés) et du risque associé au projet.
- ▶ Cette position est également conforme à la décision récente concernant Baltic Cable, qui a conclu que, dans le cadre du règlement sur l'Utilisation des recettes, les opérateurs d'interconnexions transfrontalières non-GRT pourront être autorisés, par les ARN, à utiliser une partie de leurs recettes de congestion à des fins de bénéfices, afin de pouvoir « exercer leur activité dans des conditions financièrement acceptables, ce qui implique notamment de réaliser un **bénéfice approprié** » (soulignement ajouté). <sup>9</sup>

Nous sommes d'accord avec la décision concernant Baltic Cable et nous comprenons que les ARN chercheront à identifier le niveau de « bénéfice approprié » dans le cadre de leur évaluation détaillée de cette Demande d'exemption.

Nous expliquons ci-après que l'Interconnexion AQUIND est confrontée à des risques spécifiques en matière de recettes (et de coûts), susceptibles d'indemniser, de manière adéquate, les bailleurs de fonds pour le risque qu'ils prennent en finançant le Projet. Par conséquent, AQUIND demande, pour la Portion faisant l'objet de l'exemption, la possibilité d'indemniser proportionnellement les bailleurs de fonds, ce qui implique qu'AQUIND soit exemptée des dispositions relatives à l'Utilisation des recettes du Règlement 943/2019.

Les sous-sections suivantes expliquent que l'Interconnexion AQUIND est confrontée à des risques liés : (i) aux restrictions de la législation française qui interdit à toute entité, autre que RTE, de développer, construire et exploiter des interconnexions réglementées ; <sup>10</sup> (ii) à l'incertitude quant aux recettes résultant de projets concurrents, qui sont exposés aux prix du marché en France et en Grande-Bretagne, aux risques macroéconomiques et politiques (notamment le Brexit) et au risque de limitation ; et (iii) au risque de génie civil résultant de la taille et de la complexité technique du projet. Le premier point concerne l'incapacité fondamentale du Projet à progresser sans exemption en France, tandis que les deuxième et troisième points concernent le risque lié aux recettes et aux coûts que les bailleurs de fonds devront prendre à leur charge, ce qui justifie, en conséquence, la nécessité d'une exemption en ce qui concerne les règlements sur l'Utilisation des recettes pour la Portion de l'Interconnexion AQUIND faisant l'objet de l'exemption. Bien que ces risques soient examinés individuellement, il est important de noter que tous les risques du projet créent, ensemble, un profil

<sup>8</sup> Directives OFT, paragraphe 2.9.

<sup>9</sup> Cas C-454/18, décision du tribunal, 11 mars 2020, texte provisoire ([lien](#)).

<sup>10</sup> En France, l'article L-321-6 du Code de l'énergie restreint le droit de développer, construire et exploiter des interconnexions au gestionnaire du réseau de transport d'électricité public. Le génie civil et l'exploitation d'une interconnexion par un investisseur privé peuvent par conséquent uniquement être entreprises sur la base d'une exemption au titre de l'article 63 du Règlement 2019/943, conformément à ce qui est indiqué dans la Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 29 mars 2012 portant communication sur l'application de l'article 17 du règlement (CE) n° 714/2009 du 13 juillet 2009.



de risque global, qui sera pris en compte par les investisseurs, en fonction des rendements potentiels, afin de déterminer si l'investissement doit être réalisé.

AQUIND reconnaît qu'une certaine certitude en ce qui concerne les recettes serait possible sur la tranche réglementée (par ex. grâce au régime « Cap and Floor » en Grande-Bretagne) de l'Interconnexion AQUIND, dans le cadre de l'exemption partielle proposée. AQUIND continuerait toutefois à faire face à un risque important en ce qui concerne les recettes issues de la Portion faisant l'objet de l'exemption, ce qui implique, en conséquence, que les bailleurs de fonds demandent également à être indemnisés proportionnellement à ce niveau de risque.

Dans certains cas, les risques du projet pourraient entraîner des opportunités à la hausse pour AQUIND. Le mécanisme de partage des bénéfices proposé par AQUIND veillera à ce que tout surplus supplémentaire attribuable à la Portion faisant l'objet de l'exemption soit correctement réparti entre les investisseurs et les consommateurs français.

### **6.3.1 Aucun itinéraire réglementé disponible**

L'un des principaux risques dans le développement d'une interconnexion est la garantie de dispositions réglementaires appropriées. La section 6 de cette Demande d'exemption décrit en détail l'historique du projet, l'engagement auprès des organismes de régulation et les décisions réglementaires qui ont conduit à cette Demande d'exemption. AQUIND a tenté et épuisé toutes les autres approches alternatives, [REDACTED]

[REDACTED]. AQUIND a ainsi démontré, de façon concluante, que l'exemption partielle demandée dans cette Demande d'exemption est le seul itinéraire qui permettra le développement de l'Interconnexion AQUIND.

Conformément à ce qui est indiqué dans la Section 6, AQUIND demande également une exemption afin d'exploiter l'infrastructure de transport en France. Selon la législation française, RTE est actuellement la seule entité éligible au développement, à la construction et à l'exploitation d'interconnexions réglementées. Par conséquent, le risque qu'AQUIND ne soit pas en mesure d'exploiter le projet à défaut de l'octroi d'une exemption existe bel et bien.

### **6.3.2 Incertitude liée aux recettes**

L'Interconnexion AQUIND fait face à un certain nombre de risques associés à l'incertitude ex ante inhérente aux recettes futures tirées de la congestion (et autres) que le Projet générera au cours de sa durée de vie. L'incertitude liée aux recettes est une caractéristique commune à tout investissement de ce type et représente un risque largement inévitable, qui doit être attribué à quelqu'un, soit à l'investisseur, soit à l'utilisateur du réseau. Pour les interconnexions réglementées développées par les GRT, ce risque est attribué aux utilisateurs du réseau. En comparaison, pour les interconnexions développées par des entités non-GRT, telles qu'AQUIND, sans soutien tarifaire disponible du réseau pour la Portion faisant l'objet de l'exemption, le risque d'incertitude liée aux recettes revient au développeur. Afin de fournir une forme de compensation à la partie qui supporte ce risque, il est nécessaire de fournir aux investisseurs des possibilités d'obtention de rendements plus élevés. De tels rendements seront nécessaires afin de garantir les investissements nécessaires et la réalisation du Projet.

Dans les sous-sections suivantes, nous illustrons deux sources spécifiques d'incertitude liée aux recettes : (1) l'incertitude due à la présence d'autres fournisseurs de capacité concurrents et (2) la volatilité inhérente aux marchés de l'énergie qui déterminent la valeur de la capacité entre les régions concernées par le raccordement, et nous expliquons pourquoi il est nécessaire pour AQUIND d'obtenir une exemption vis-à-vis des règlements sur l'Utilisation des recettes.

### **6.3.2.1 L'Interconnexion AQUIND sera confrontée à une concurrence directe**

AQUIND sera en concurrence directe avec l'interconnexion régulée IFA et le volume important de capacité d'interconnexion entre la Grande-Bretagne et la France, dont la mise en service est prévue au cours de la prochaine décennie. AQUIND sera par conséquent en concurrence directe avec plusieurs autres fournisseurs de capacités d'interconnexion entre la Grande-Bretagne et la France. Les dispositions réglementaires pour les concurrents d'AQUIND sont variées : l'IFA est une liaison réglementée (conforme aux règlements sur l'Utilisation des recettes), ElecLink, actuellement en construction, a obtenu une exemption des autorités britanniques et françaises, et d'autres liaisons proposées sont susceptibles d'être réglementées dans le cadre du régime « Cap and Floor ». AQUIND devra donc faire face à la concurrence d'un éventail d'autres interconnexions, réglementées et bénéficiant d'exemptions.

Sur la base du registre National Grid,<sup>11</sup> du TYNDP, et du régime « Cap and Floor » de l'Ofgem, deux projets d'interconnexion électrique sont en construction à l'heure actuelle entre la Grande-Bretagne et la France :

- ▶ ElecLink (1 000 MW) développé par GetLink ; et
- ▶ IFA2 (1 000 MW) développé par National Grid et RTE.

AQUIND devrait être mise en service après les deux interconnexions entre la Grande-Bretagne et la France indiquées ci-dessus.<sup>12</sup>

Par ailleurs, deux autres projets sont en cours d'élaboration : FABLink (1 400 MW) développé par RTE et Fab Link Limited,<sup>13</sup> et GridLink (1 500 MW) développé par iCON Infrastructure Partners III, L.P.<sup>14</sup> FABLink a été suspendu à l'issue de la publication de la délibération de la CRE en 2019.<sup>15</sup> En fonction de la progression, il pourrait être mis en service après AQUIND.

Suite aux nombreuses discussions avec les autorités françaises compétentes, AQUIND a compris que ces dernières craignent que le projet ne soit trop « risqué » et qu'elles ne souhaitent pas que les utilisateurs du réseau français soutiennent le Projet, et elles préféreraient nettement que le risque lié aux capitaux propres du Projet soit pris en charge par l'investisseur.

En développant le Projet sans aucun soutien des utilisateurs du réseau français, le risque lié aux recettes sera transféré des utilisateurs du réseau aux bailleurs de fonds AQUIND. Afin d'être enclins à soustraire ce risque aux utilisateurs du réseau français, les bailleurs de fonds doivent être indemnisés de manière appropriée, et le seul moyen pour AQUIND de fournir une telle compensation consiste à obtenir une exemption, eu égard à la Portion faisant l'objet de l'exemption, vis-à-vis des règlements sur l'Utilisation des recettes, de telle sorte qu'un « bénéfice approprié », à savoir une compensation, puisse être fourni aux bailleurs de fonds sous la forme d'une opportunité de revenus à la hausse.

---

<sup>11</sup> Le registre de l'Interconnexion National Grid est disponible sur le site Web de l'ESO, ici :

<https://www.nationalgrideso.com/connections/registers-reports-and-guidance>

<sup>12</sup> Lettre d'Ofgem datée du 18 novembre 2016 : « Décision relative à l'admissibilité du projet dans le cadre de notre régime « Cap and Floor » pour les candidats à l'interconnexion électrique à partir du deuxième volet » -

[https://www.ofgem.gov.uk/system/files/docs/2016/11/w2\\_cf\\_eligibility\\_decision\\_letter.pdf](https://www.ofgem.gov.uk/system/files/docs/2016/11/w2_cf_eligibility_decision_letter.pdf)

<sup>13</sup> <https://www.fablink.net/about-us/>

<sup>14</sup> <https://www.gridlinkinterconnector.com/about-us/>

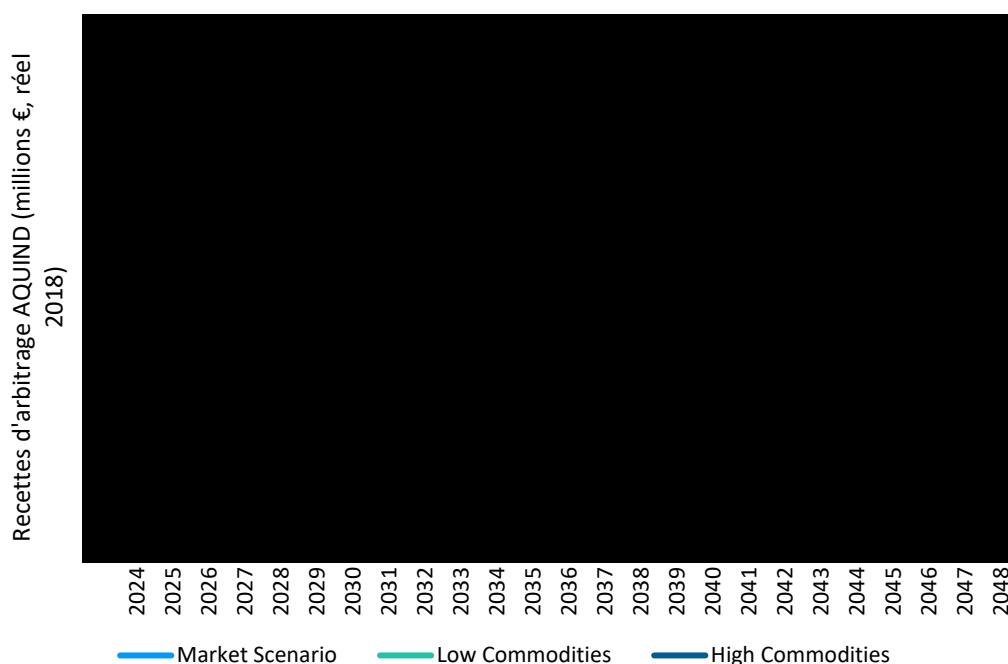
<sup>15</sup> Délibération de la CRE n° 2019/170. Voir également <https://www.exmouthjournal.co.uk/news/cre-two-year-delay-for-investment-in-fab-link-project-1-6334829>

### 6.3.2.2 Volatilité du marché en France

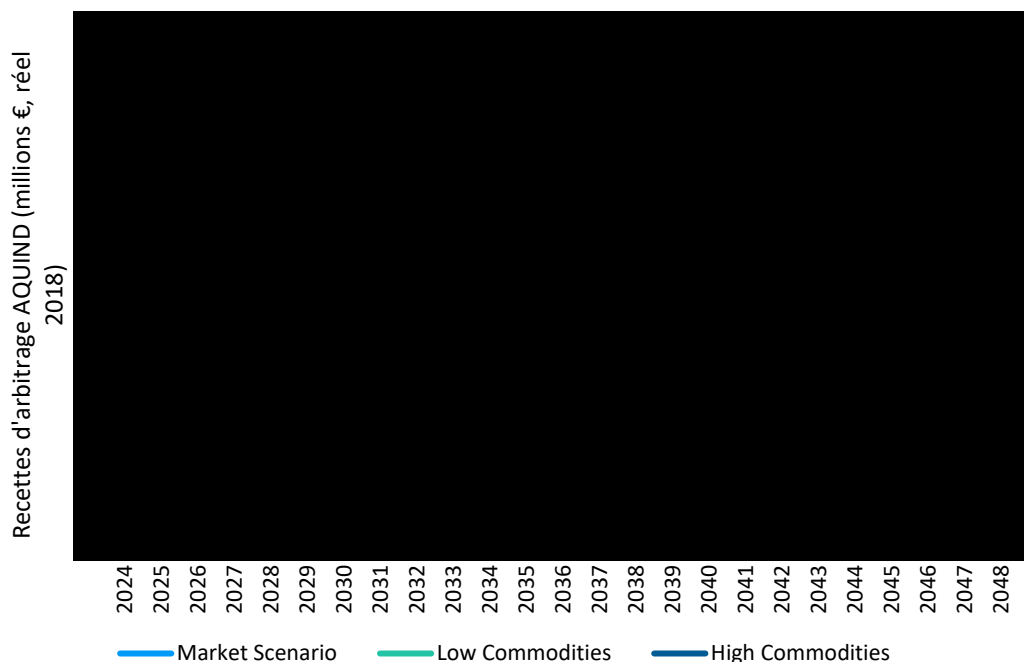
Les recettes d'AQUIND en France seront intégralement tributaires du marché, et principalement issues des recettes tirées de la congestion. La volatilité des recettes tirées de la congestion est un risque attribué aux utilisateurs du réseau dans le cas d'interconnexions ne faisant pas l'objet d'exemption. Toutefois, dans le cas d'AQUIND, une telle allocation n'est pas possible et AQUIND prendra en charge ce risque pour le compte des utilisateurs du réseau français. Conformément à ce qui est expliqué à la sous-section précédente, le transfert de ce risque de volatilité des utilisateurs du réseau à AQUIND augmente le montant total du risque auquel sont confrontés les investisseurs, qui seront enclins à assumer ce risque uniquement s'ils entrevoient la possibilité d'obtenir un taux de rendement approprié, proportionnel à ce risque. Afin d'être en mesure d'offrir une telle opportunité à la hausse aux investisseurs, AQUIND doit pouvoir obtenir et conserver un niveau de recettes suffisant, et par conséquent une exemption du règlement sur l'Utilisation des recettes.

Pour évaluer ce risque, AQUIND a établi une projection des recettes tirées de la congestion utilisant l'analyse de scénario. Cette analyse indique les différentes projections de recettes d'arbitrage pour AQUIND. Elle est présentée à la Figure 6-1 (eu égard à toutes les recettes d'arbitrage projetées) et à la Figure 2 (eu égard aux recettes d'arbitrage projetées pour la Portion faisant l'objet de l'exemption, en supposant à ces fins que la Portion faisant l'objet de l'exemption constitue 30 % de l'Interconnexion AQUIND). Ces chiffres montrent que sur les trois scénarios de marché, et sur une base annuelle, les projections de recettes d'arbitrage AQUIND varient de [REDACTED] € à [REDACTED] € par an (ou de [REDACTED] € à [REDACTED] € par an pour la Portion faisant l'objet de l'exemption).

**Figure 6-1 Recettes de l'arbitrage prévues d'AQUIND, les trois principaux scénarios**



**Figure 6-2 Recettes de l'arbitrage prévues d'AQUIND pour la Partie exemptée du projet, les trois principaux scénarios**



### 6.3.2.3 Risque de politique et macroéconomique

Des décisions réglementaires et gouvernementales ont un impact significatif sur les marchés de l'électricité de gros britannique, français et européen au sens large. Les incertitudes réglementaires, de politique et macroéconomiques futures présentent un risque lié aux recettes pour AQUIND, en tant qu'interconnexion qui dépend dans une large mesure des recettes du marché. Les principaux risques de politique et macroéconomiques auxquels AQUIND est confrontée incluent les éléments suivants :

- ▶ **Aucun soutien du prix du carbone** : La politique de carbone britannique, le soutien du prix du carbone, doit prendre fin en avril 2021. Dans le cas du Scénario de marché AQUIND, nous supposons que cette politique est prolongée jusqu'à ce que le prix du carbone britannique dépasse le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (attendu à la fin des années 2020). L'incertitude face au traitement futur de la CPS en Grande-Bretagne présente un risque de politique significatif pour AQUIND.
- ▶ **Taux de change** : Les mouvements du taux de change représentent un risque significatif pour AQUIND en tant qu'investisseur dans les zones de devises. La nature du commerce transfrontalier dans lequel l'électricité européenne est habituellement dénommée en €, crée un risque significatif pour les retours AQUIND. Ceci est encore plus accru par le génie civil dans laquelle les contrats peuvent être octroyés en GBP et en €. Alors que certains éléments des mouvements du taux de change peuvent être couverts, l'incertitude significative dont le marché fait actuellement l'expérience crée des frais supplémentaires pour AQUIND et ses investisseurs potentiels.
- ▶ **Taux d'intérêt** : L'augmentation des taux d'intérêt pourrait rendre le financement moins disponible et/ou plus coûteux, mettant ainsi davantage l'accent sur la robustesse de l'analyse de rentabilité d'AQUIND.
- ▶ **Marchés de capacité** : Les marchés de capacité britanniques offrent une opportunité de recettes supplémentaires pour les interconnexions entre la Grande-Bretagne et la France,

mais la valeur varie considérablement d'une enchère à l'autre. À l'heure actuelle, AQUIND ne fait aucune supposition quant à la valeur du Marché de capacité français. Par ailleurs, l'UE progresse actuellement sur la réglementation relative à la participation directe des producteurs transfrontaliers aux marchés de capacité. Bien que les modalités des accords soient encore incertaines (l'ENTSO-E a été consulté début 2020 sur ses propositions initiales), il existe un risque que la totalité de la valeur générée par les interconnexions ne soit pas attribuée aux propriétaires de l'interconnexion, mais qu'une partie de la valeur soit allouée aux producteurs ou aux opérateurs des mécanismes de capacité.

AQUIND fait en outre face à des risques potentiels « inconnus » dans le cadre de l'élaboration d'un projet de ce type. Contrairement aux quatre risques énoncés ci-dessus, qui sont dans une certaine mesure connus et peuvent être partiellement gérés, les risques dits « inconnus » représentent des résultats résolument inattendus, auxquels il est impossible de se préparer et qui peuvent affecter les coûts et/ou les bénéfices de l'investissement. La pandémie actuelle de Covid-19 en est le parfait exemple, s'agissant d'un risque imprévisible qui n'aurait pas pu être planifié de manière plausible par AQUIND ou par toute autre partie. La possibilité que de tels risques se matérialisent à l'avenir a deux implications :

- ▶ Tout d'abord, le coût réel du financement ne peut être correctement connu et s'entendre ex ante. Dans le cas de la pandémie de Covid-19, nous percevons maintenant le risque que les bailleurs de fonds exigent un taux de rendement attendu plus élevé afin de déployer des capitaux dans un monde où les liquidités sont plus limitées ; et
- ▶ ensuite, la disponibilité de différents types de financement (dette et fonds propres) peut également changer de manière significative. Dans le cas de la pandémie de Covid-19, nous percevons maintenant le risque qu'une part de la dette moins élevée que ce qui avait été initialement prévu soit disponible.

L'implication de ce qui précède est que des risques similaires « inconnus » et imprévisibles puissent survenir à l'avenir. En transférant tous les risques de recettes issues de la Portion faisant l'objet de l'exemption des utilisateurs du réseau à AQUIND, le propriétaire de l'interconnexion a besoin de suffisamment de souplesse dans sa capacité à conserver les recettes futures pour attirer les bailleurs de fonds et les indemniser en fonction du risque qu'ils prennent en charge (et qui leur a été transféré par les utilisateurs du réseau français).

#### **6.3.2.4 Risque d'exploitation, de raccordement et de limitation**

Le raccordement d'AQUIND au système de transport britannique sera soumis à des restrictions d'exploitation jusqu'en 2029. Entre 2024 et 2029, selon les modalités de son offre de raccordement, l'accord de raccordement sera « non ferme », ce qui signifie que National Grid peut limiter la capacité d'exportation (ainsi que d'importation) disponible d'AQUIND.

Pendant la période de l'offre non ferme, National Grid peut limiter l'Interconnexion AQUIND en raison d'arrêts prévus et imprévus dans certaines parties du réseau, sans compensation financière. La limitation d'AQUIND en Grande-Bretagne, en raison des arrêts prévus, peut uniquement avoir lieu entre avril et septembre, et le niveau de la limitation ne sera connu qu'une fois que ces arrêts auront été programmés par National Grid. Sur la base de la date historique moyenne du circuit et de l'heure estimée à laquelle les circuits peuvent être hors service en raison d'arrêts non planifiés (pannes), National Grid a calculé que la probabilité des arrêts forcés de l'Interconnexion AQUIND dus à des pannes imprévues serait de ■■■ heures par an, soit environ ■■■ % par an. National Grid doit entreprendre d'autres études de stabilité cette année afin de clarifier davantage les arrêts potentiels. Dans tous les cas, AQUIND note qu'aucune assurance ou compensation financière n'est fournie en relation avec de tels arrêts et AQUIND conserve donc le risque lié à de nouveaux arrêts.

Ceci limitera la capacité qu'AQUIND peut mettre à disposition des participants au marché. Cela pourrait réduire la demande en ce qui concerne la capacité d'AQUIND et pourrait obliger AQUIND à payer des coûts de limitation aux détenteurs de capacité.

AQUIND fait face à une exposition totale de ces coûts de limitation.<sup>16</sup>

Du fait de ce qui précède, AQUIND prendra en charge les risques d'exploitation, de raccordement et de limitation (au lieu des utilisateurs du réseau français). Les bailleurs de fonds seront enclins à assumer ce risque s'ils entendent la possibilité d'obtenir un taux de rendement approprié, proportionnel à ce risque. Afin d'être en mesure d'offrir une telle opportunité à la hausse aux investisseurs, AQUIND doit pouvoir obtenir et conserver un niveau de recettes suffisant, et par conséquent une exemption du règlement sur l'Utilisation des recettes.

### 6.3.3 Risque de génie civil

L'Interconnexion AQUIND sera plus vaste que toute autre interconnexion opérationnelle ou prévue en Grande-Bretagne ou en France.<sup>17</sup> La taille et la configuration du projet augmentent le surplus social et la sécurité d'approvisionnement, par rapport à une conception plus petite (monopôle unique), mais augmentent également la complexité technique et les coûts de génie civil et, par conséquent, le risque de dépassement de coûts.<sup>18</sup>

Outre les dépassements de coûts potentiels, ces risques peuvent également entraîner des retards dans l'élaboration de l'Interconnexion AQUIND. Dans la mesure où AQUIND ne percevra des revenus que lorsque le projet sera opérationnel, les retards de mise en service représentent un risque sérieux pour le modèle financier d'AQUIND. Avec un projet de cette ampleur, les retards de mise en service ou les dépassements de coûts représentent des risques importants avec des implications financières potentiellement sérieuses.

Du fait de ce qui précède, AQUIND prendra en charge le risque de génie civil pour la Portion faisant l'objet de l'exemption (au lieu des utilisateurs du réseau français). Les bailleurs de fonds seront enclins à assumer ce risque s'ils entendent la possibilité d'obtenir un taux de rendement approprié, proportionnel à ce risque. Afin d'être en mesure d'offrir une telle opportunité à la hausse aux bailleurs de fonds, AQUIND doit pouvoir obtenir et conserver un niveau de recettes suffisant, et par conséquent une exemption du règlement sur l'Utilisation des recettes.

## 6.4 Démonstrations du critère (c) - Propriété

**L'interconnexion doit être la propriété d'une personne physique ou morale distincte, du moins en ce qui concerne son statut juridique, des gestionnaires de réseau dans les réseaux desquels cette interconnexion sera construite**

---

<sup>16</sup> Sous réserve, par exemple, des plafonds de fermeté/limitation associés à l'allocation de capacité non exemptée. La nature précise de ces plafonds dépendra du cadre dans lequel la limitation a lieu (par exemple, en aval et comme défini par le code de réseau FCA, une exposition de fermeté est plafonnée aux recettes mensuelles à la frontière).

<sup>17</sup> L'interconnexion AQUIND sera construite comme deux liens CCHT de monopole symétrique indépendants, chacun avec une capacité de 1 037,5 MW. Ce projet fournit une disponibilité d'alimentation d'au moins 50 % dans tous les scénarios crédibles, car les deux pôles sont conçus pour fonctionner de manière totalement indépendante.

<sup>18</sup> Le concept à deux monopôles fournit une sécurité supplémentaire de bénéfice d'approvisionnement, non présent avec des concepts de monopôle plus petits ou uniques.

Conformément à ce qui est indiqué dans la Section 4.2, l'Interconnexion AQUIND est développée par AQUIND SAS (France), AQUIND Limited (Royaume-Uni) et leur société holding à 100 %, AQUIND Energy Sarl au Luxembourg. Chacune de ces entités est une personne morale, aucune d'entre elles n'est affiliée aux GRT nationaux en Grande-Bretagne ou en France (National Grid ou RTE).

Tandis qu'à la date de cette demande, AQUIND n'a pas de liens directs ou indirects avec les producteurs ou fournisseurs d'énergie, il est prévu que les investissements de capital puissent être obtenus des entités qui détiennent de tels intérêts. Dans le futur, les actionnaires AQUIND peuvent souhaiter investir dans des producteurs ou des fournisseurs d'énergie. Dans tous les cas, AQUIND veillera à la conformité avec toutes les exigences applicables en matière de dissociation de propriété.<sup>19</sup> Voir la section 4 pour obtenir plus de détails sur la structure de propriété d'AQUIND.

## 6.5 Démonstration du critère (d) - Redevances

**Des redevances sont perçues auprès des utilisateurs de cette interconnexion**

La totalité de la capacité d'AQUIND sera allouée par le biais d'enchères concurrentielles. Les utilisateurs de l'interconnexion seront facturés sur la base des résultats des enchères, conformément à la réglementation en vigueur.

## 6.6 Démonstration du critère (e) - Récupération des coûts

**Depuis l'ouverture de marché partielle à laquelle il est fait référence dans l'article 19 de la Directive 96/92/EC du Parlement européen et du conseil du 19 décembre 1996 concernant les règles communes pour le marché interne dans l'électricité, aucune part du capital ou des coûts d'exploitation de l'interconnexion n'a été récupéré de tout composant des frais réalisés pour l'utilisation des réseaux de transport ou de distribution reliés par l'interconnexion**

L'exemption relative à l'Utilisation des recettes demandée dans cette Demande d'exemption s'applique uniquement à la Portion faisant l'objet de l'exemption de l'Interconnexion AQUIND (et donc uniquement à une part fixe des recettes générées par le projet, qui comprennent les recettes tirées de la congestion des adjudications de capacité, ainsi que les recettes potentielles des enchères du Marché de capacité et des services auxiliaires). En ce qui concerne la Portion faisant l'objet de l'exemption dont il est fait état dans cette Demande d'exemption, AQUIND souligne qu'elle n'a pas accès, ou ne perçoit pas les recettes récupérées via les tarifs du réseau en Grande-Bretagne ou en France. En conséquence, aucune part du capital ou des coûts d'exploitation lié(s) à la Portion faisant l'objet de l'exemption n'a été (ou ne sera) récupérée par le biais de frais pour l'utilisation des réseaux de transport ou de distribution en Grande-Bretagne ou en France.

Les coûts en capital de la Portion faisant l'objet de l'exemption seront financés par des prêts et des capitaux propres. En organisant ce financement, l'Interconnexion AQUIND agira en toute indépendance vis-à-vis du GRT français. Il n'existe en particulier aucun cadre pour des flux de trésorerie vers l'Interconnexion AQUIND provenant des frais de transport réglementés en France.<sup>20</sup> Tous les flux de trésorerie vers l'Interconnexion AQUIND provenant des frais de transport réglementés en Grande-Bretagne seront, dans le cas peu probable où ceux-ci se matérialiseront, uniquement liés aux coûts du

<sup>19</sup> Y compris, le cas échéant, les exigences énoncées à l'Article 43 de la directive 2019/944 et à l'Article 10A de la loi de 1989 sur l'électricité (Electricity Act 1989).

<sup>20</sup> AQUIND souhaite attirer l'attention sur la DÉCISION DE LA COMMISSION du 9/12/2016 relative à l'exemption de Piemonte Savoia S.r.l (Italie) en vertu de l'Article 17 du Règlement (CE) n° 714/2009 concernant une interconnexion électrique entre l'Italie et la France, paragraphe 65.



capital ou d'exploitation engagés en rapport avec la Portion faisant l'objet de l'exemption de l'Interconnexion AQUIND.

À cet égard, la présente Demande d'exemption est parfaitement comparable à l'exemption partielle accordée à l'interconnexion électrique Piemonte Savoia.<sup>21</sup> Dans ce cas, une exemption a uniquement été demandée (et accordée) pour la portion italienne de l'une des deux lignes constituant l'interconnexion. Lors de leur évaluation de cette demande d'exemption, les ARN concernées et la Commission ont constaté que le critère e) était respecté pour la portion du projet faisant l'objet de l'exemption. Il n'a pas été jugé pertinent d'examiner si le critère était respecté en ce qui concernait la portion ne faisant pas l'objet de l'exemption.

En conclusion, le développement, le capital ou les coûts d'exploitation d'AQUIND n'ont pas été, jusqu'ici, récupérés des composants des frais réalisés pour l'utilisation des réseaux de transport ou de distribution reliés par l'interconnexion. À l'avenir, nous travaillerons de bonne foi avec les ARN afin de veiller à ce qu'AQUIND continue à être conforme à ce critère. Afin de lever toute ambiguïté, nous n'envisageons aucune difficulté à nous conformer à ce critère pour la Portion du projet faisant l'objet de l'exemption.

## 6.7 Critère de démonstration (f) – Concurrence et fonctionnement du marché interne et système réglementé

**L'exemption ne doit pas se faire au détriment de la concurrence ou du fonctionnement efficace du marché de l'électricité interne ou du fonctionnement efficace des réseaux réglementés auxquels l'interconnexion est reliée.**

Le fonctionnement du marché interne a été considéré en prenant en compte :

- ▶ La **répartition du surplus** de l'interconnexion AQUIND, qui fait état d'un surplus social positif pour la France et l'UE, conséquence d'une répartition plus efficace de l'électricité.
- ▶ La modélisation de marché, qui montre une réduction globale dans les **émissions de carbone**.
- ▶ Les bénéfices d'AQUIND pour la **concurrence**.
- ▶ L'évaluation indépendante de l'impact d'AQUIND sur le **réseau de transmission français**.

### 6.7.1 Répartition du surplus

L'analyse du surplus social d'AQUIND<sup>22</sup> indique l'impact positif de l'Interconnexion AQUIND sur la période d'exemption de 25 ans. AQUIND devrait améliorer le surplus social européen de plus d'1,3 Md€ dans le scénario de marché, ou de 400 M€ si l'on exclut les coûts et bénéfices d'AQUIND, et le surplus social français d'environ 1 Md€. Ce résultat provient du surplus combiné créé par AQUIND pour les producteurs, consommateurs et autres infrastructures transfrontalières en Grande-Bretagne et en France.

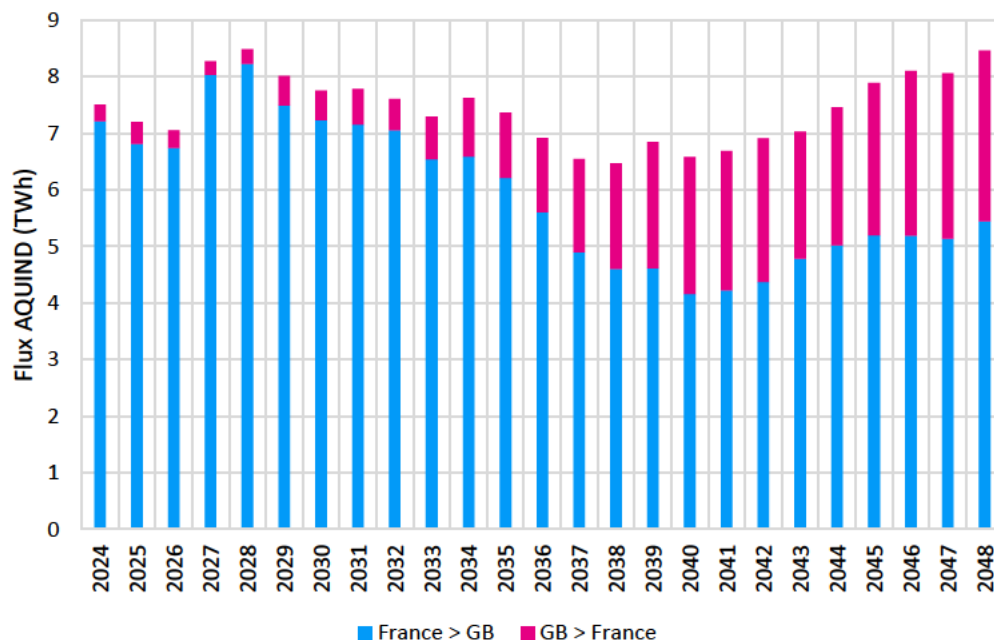
---

<sup>21</sup> Décision de la commission du 9/12/2016 relative à l'exemption de Piemonte Savoia S.r.l (Italie) en vertu de l'Article 17 du Règlement (CE) n° 714/2009 concernant une interconnexion électrique entre l'Italie et la France, [https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2016\\_piemonte-savoia\\_decision\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2016_piemonte-savoia_decision_fr.pdf)

<sup>22</sup> Présenté dans sa version complète dans la Pièce 1 et résumé dans la Section 3.

Sur la période modélisée, AQUIND devrait circuler principalement depuis la France vers la Grande-Bretagne, reflétant les signaux économiques des prix. Les flux prévus d'AQUIND dans le Scénario de marché d'AQUIND sont présentés à la Figure 6-3.<sup>23</sup>

**Figure 6-3 Flux prévus de l'Interconnexion Aquind, scénario de marché AQUIND**



AQUIND fournit un surplus important aux producteurs français, qui bénéficient d'une augmentation des prix de gros français du fait des exportations via AQUIND.

L'inverse est vrai pour les consommateurs français qui sont confrontés à une réduction du surplus dans l'Analyse coûts-bénéfices (ACB) en raison des prix comparativement plus élevés en France et des prix plus bas en Grande-Bretagne du fait d'AQUIND. Le bénéfice net total pour la France est toutefois positif.

#### **Impact sur d'autres interconnexions d'électricité**

AQUIND augmentera l'harmonisation des prix entre la Grande-Bretagne et la France. Cela diminuera les recettes prévues pour d'autres interconnexions entre la Grande-Bretagne et la France. Le changement des prix britanniques et français modifiera aussi les attentes des autres interconnexions vers des pays tiers en termes de recettes. Il s'agit d'une conséquence inévitable de l'harmonisation des prix à travers l'Europe. Il convient de noter que cette dernière est l'un des objectifs politiques souhaités par l'UE.

Le changement des recettes d'autres interconnexions, construites d'ici la mise en service d'AQUIND en 2023, est pris en compte dans l'ACB. Même avec ces impacts, le surplus prévu grâce à AQUIND est significatif dans le Scénario de marché AQUIND et les Scénarios de prix élevés pour les commodités/énergies renouvelables, et en tenant compte de la sensibilité du Brexit. La ventilation complète des sensibilités ACB est fournie dans la Pièce 1.

<sup>23</sup> Les prévisions de prix en Grande-Bretagne et en France sont fonction des hypothèses sous-jacentes concernant la capacité et la demande que nous avons présentées en totalité dans la Pièce 1.

### 6.7.2 Négoce efficace et réduction du CO<sub>2</sub>

AQUIND permettra une répartition plus efficace de la production, contribuant ainsi au bon fonctionnement du marché français (et britannique). Compte tenu de l'ambition des deux pays en matière d'énergies renouvelables, une répartition transfrontalière efficace via AQUIND contribuera à réduire les émissions de carbone par rapport à la modélisation.

La modélisation du Scénario de marché AQUIND identifie une diminution des émissions de CO<sub>2</sub> en Europe et au Royaume-Uni à hauteur de 2,8 millions de tonnes, grâce à AQUIND.

### 6.7.3 Impact sur le réseau de transport français

AQUIND a fait appel à un conseil technique indépendant pour évaluer l'impact de l'interconnexion sur le réseau de transport en Europe continentale.<sup>24</sup> L'étude se concentre sur :

- ▶ La stabilité du réseau après une interruption dans le réseau de transport (notamment dans la période de transition).
- ▶ La conformité avec les exigences de sécurité de réseau comme le critère (n-1).
- ▶ Les niveaux de tension sur le réseau de transport découlant de l'augmentation de la capacité de l'import/export entre la France et la Grande-Bretagne.

L'analyse conclut que l'introduction de la nouvelle interconnexion CA prévue entre la France et la Grande-Bretagne n'a pas de graves répercussions négatives sur le réseau de transport en Europe continentale, en ce qui concerne les aspects pris en compte dans cette étude. Tout problème susceptible de survenir pourra être géré par la conception de l'Interconnexion AQUIND et des stations de conversion respectives elles-mêmes. En particulier, la mise en place de l'Interconnexion AQUIND ne nécessite pas d'investissements supplémentaires dans le réseau de transport (par exemple, afin de rétablir le respect des exigences de sécurité du réseau).

Sur la base de cette évaluation, AQUIND conclut que le projet n'aura pas d'impact matériel sur le fonctionnement du réseau interne en Europe continentale.

---

<sup>24</sup> L'étude 2020, réalisée par Consentec GmbH, est fournie dans sa globalité à la *Pièce 10*.